



Mai 2009 - N° 74

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 29 avril et le 17 mai 2009

Analyse réalisée sur la base de 195 réponses exploitables

Afin de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise actuelle sur la santé des entreprises, l'**Observatoire et la Chambre de Commerce et d'Industrie** de Loir-et-Cher, dans le cadre d'un **partenariat avec le Conseil général**, ont décidé de réaliser une enquête rapide de conjoncture. Environ **1 400 entreprises** de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros ont été sollicitées entre le 29 avril et le 17 mai 2009.

219 responsables se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête et 195 réponses ont pu être exploitées, soit un **taux de retour** très appréciable de **14 %**. Les entreprises correspondantes emploient environ **5 600 salariés**.

Les résultats de l'enquête menée ces jours derniers auprès des entreprises du Loir-et-Cher confirment une **situation économique globalement dégradée**. Ils montrent en revanche que **la crise n'est pas généralisée**, des entreprises et des branches d'activité conservant une bonne dynamique. Ainsi, les **chiffres d'affaires sont stabilisés ou en progression** dans un peu plus de la moitié des entreprises des services.

Le caractère prioritairement industriel du marasme actuel est également attesté. La quasi-totalité des indicateurs en témoigne : perte de marchés, recul des exportations, réduction d'effectifs (non permanents principalement mais pas uniquement). Le volume d'activité s'est d'ailleurs contracté (parfois sévèrement) dans 7 établissements industriels sur 10. Cependant, la situation financière semble ne pas s'être trop dégradée pour l'instant. Elle apparaît en revanche davantage préoccupante dans les petites entreprises de la construction.

Plus inquiétant est le **report massif des investissements**, qui pourrait s'avérer handicapant au moment de la reprise. Inversement, on constate que parmi les entreprises ayant une politique active en matière de **R&D et d'innovation** (qui représentent 60 % des entreprises ayant répondu), **peu nombreuses sont celles qui abandonnent leurs programmes** de recherche. Au contraire, certaines **misent ouvertement sur la mise au point de nouveaux produits** ou services pour passer plus facilement ce cap difficile, en particulier dans le secteur des services.

Les **évolutions des effectifs permanents et non permanents** illustrent très clairement la gestion des ressources humaines pratiquée depuis quelques décennies maintenant. L'ajustement des besoins est assuré par un volant de salariés temporaires (CDD, mais plus fréquemment intérimaires). Leurs effectifs ont été largement écornés pour préserver autant que possible le "noyau dur" constitué par le personnel en CDI. Devant l'ampleur de la baisse d'activité, certaines entreprises (1 sur 5) ont néanmoins dû se résoudre à licencier. Les **mouvements de personnel devraient se poursuivre** dans le même esprit, mais les dirigeants espèrent en **limiter l'ampleur**.

D'une manière générale, **l'activité ne devrait pas connaître d'évolution positive** au cours des tout prochains mois, les **commandes étant orientés à la baisse**. Toutefois, ils sont attendus en **progression** dans une **proportion intéressante d'établissements des services** et, de façon moindre, de la construction.

Si les **industriels** sont en majorité **pessimistes** pour le proche avenir, ce n'est **pas le cas dans les services**. On note par ailleurs que **la confiance est encore là dans les grands établissements**, mais aussi, dans une moindre mesure, dans les plus petits. Le **manque de visibilité** ressort également avec une grande acuité. Pour beaucoup de dirigeants, la conduite des affaires se vit au jour le jour et ils ne disposent d'aucun élément permettant de se projeter au-delà d'un horizon très limité.

195 responsables d'entreprise témoignent

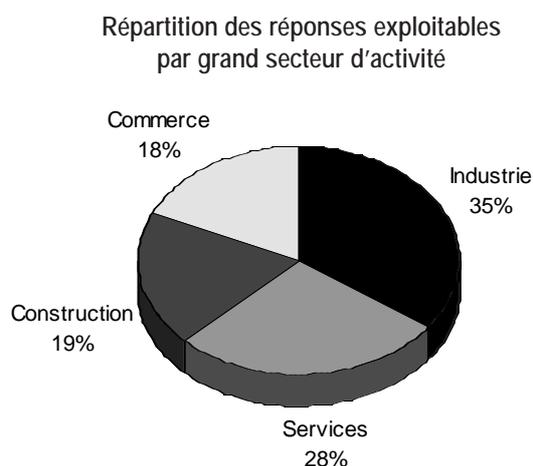
S O M M A I R E

195 réponses exploitables	2	Les effectifs permanents très largement épargnés	5
Répartition par activité	2	Les postes non permanents, première variable d'ajustement des effectifs	6
Répartition par taille	2	Les programmes de recherche ne sont pas abandonnés, bien au contraire	6
Les évolutions récentes	3	Les prévisions pour les trois prochains mois	7
L'activité s'est contractée dans 2 entreprises sur 3	3	La baisse de l'activité devrait se poursuivre	7
La clientèle s'est contractée dans la moitié des établissements	3	Objectif : la stabilisation des effectifs permanents	7
Peu d'entreprises exportatrices	4	Vers un repli plus mesuré des effectifs non permanents	8
Les difficultés financières encore peu répandues	4	Pessimisme dans l'industrie, mais pas dans les services	8
L'industrie reporte ses investissements	5		

195 réponses exploitables

Répartition par activité

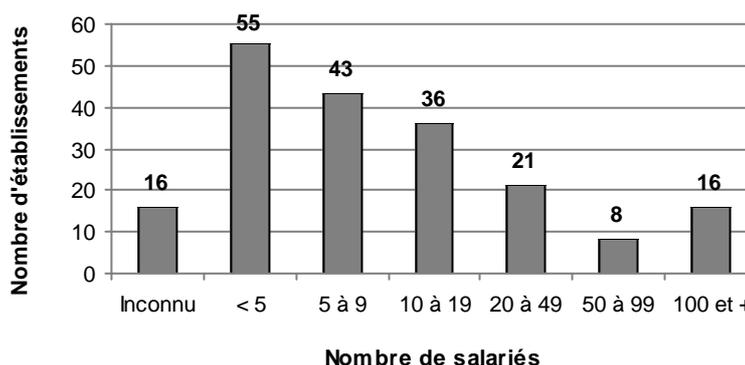
Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, qui semble être aujourd'hui le secteur le plus déstabilisé.



Répartition par taille

Le tissu économique départemental est fondé sur les petites entreprises. La répartition par taille des entreprises ayant répondu est à son image. Il est cependant intéressant de compter ici plus d'une quinzaine de grandes unités (100 salariés ou plus).

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



Les évolutions récentes

Globalement, près de **2 entreprises sur 3** enregistrent une **baisse de leur chiffre d'affaires** ; pour 2 sur 10, le repli est jugé important, plus encore dans l'industrie (3 sur 10). Le commerce de gros (et interentreprises) semble davantage touché en nombre d'entreprises, mais moins en termes d'intensité.

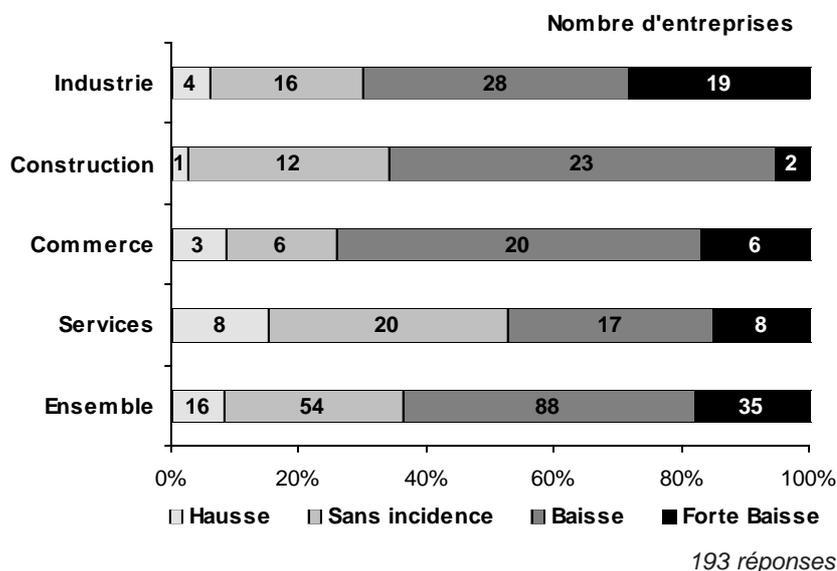
L'environnement national et international n'a en revanche **pas d'incidence** pour l'instant **pour 3 entreprises sur 10**, tous secteurs confondus. Les services sont un peu plus épargnés (près de 4 sur 10). Quelques cas de **hausse** du chiffre d'affaires sont même à souligner. Ils concernent **un peu moins d'un établissement sur 10**, davantage dans les services ; les cas sont nettement plus rares dans la construction.

Les incidences conjoncturelles sur les parts de marché des entreprises sont assez variables selon les secteurs. Globalement, on compte **autant d'unités n'ayant ressenti aucun impact que de celles qui ont perdu des clients**. Dans l'industrie et la construction, **1 établissement sur 2 accuse de moindres débouchés**, alors que ce n'est le cas que pour 3 sur 10 dans les services. Il convient de signaler que **quelques entreprises ont réussi à accroître leur clientèle** : 1 sur 10 en moyenne, davantage dans les services.

Il est intéressant de noter que de nouveaux marchés ont été trouvés dans la plupart des cas par les entreprises qui ont maintenu ou accéléré leurs programmes d'innovation.

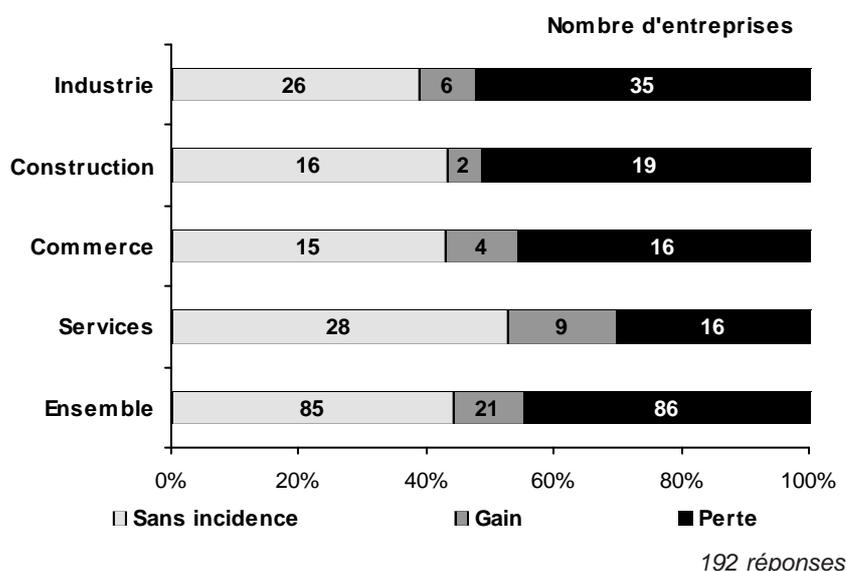
L'activité s'est contractée dans 2 entreprises sur 3

Evolution des chiffres d'affaires



La clientèle s'est contractée dans la moitié des établissements

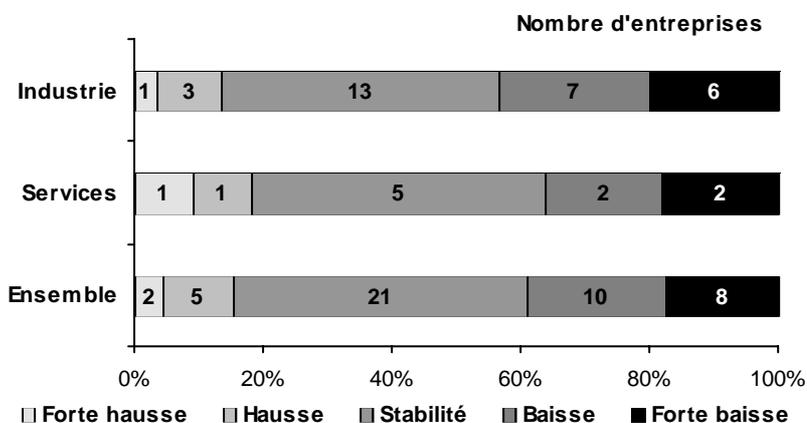
Clients/marché



46 entreprises seulement (soit moins d'une sur 4 parmi les répondants à cette enquête) ont une activité à l'exportation. La construction et le commerce sont très peu concernés ; on ne traitera donc ici que l'industrie et les services. On constate que malgré la contraction du marché mondial, **près de la moitié des établissements** de ces deux secteurs **ont stabilisé le volume de leurs ventes à l'étranger**. Celui-ci s'est toutefois **réduit dans environ 4 cas sur 10** (un peu moins dans les services). Le **recul apparaît important dans 2 entreprises sur 10**.

Peu d'entreprises exportatrices

Evolution des exportations

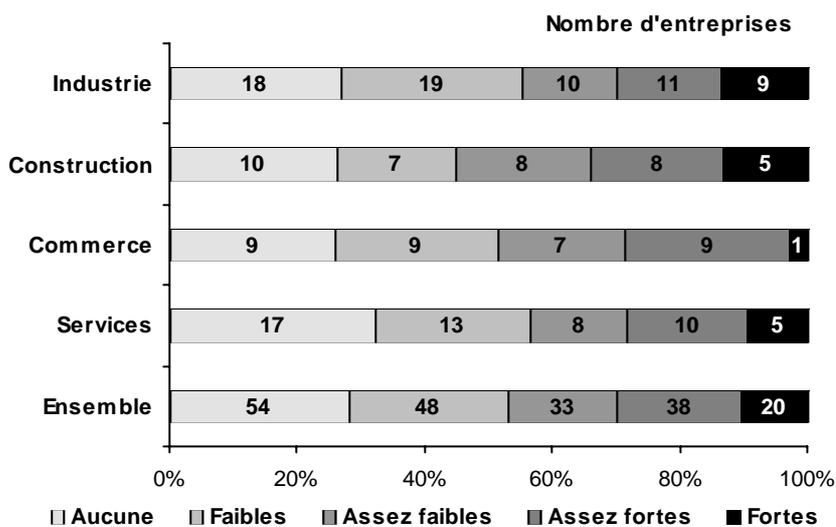


46 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses, les résultats du commerce et de la construction ne sont pas présentés

D'une manière générale, la **grande majorité** des responsables ayant répondu à l'enquête estime que **l'impact en termes financiers** est jusqu'à présent **peu important**, voire inexistant. Néanmoins, **2 établissements sur 10 éprouvent des difficultés assez sérieuses** en ce domaine et **pour 1 sur 10**, elles paraissent même **inquiétantes**. Les écarts entre secteurs sont limités, mais l'industrie et la construction semblent un peu plus touchées que les deux autres secteurs.

Les difficultés financières encore peu répandues

Difficultés financières

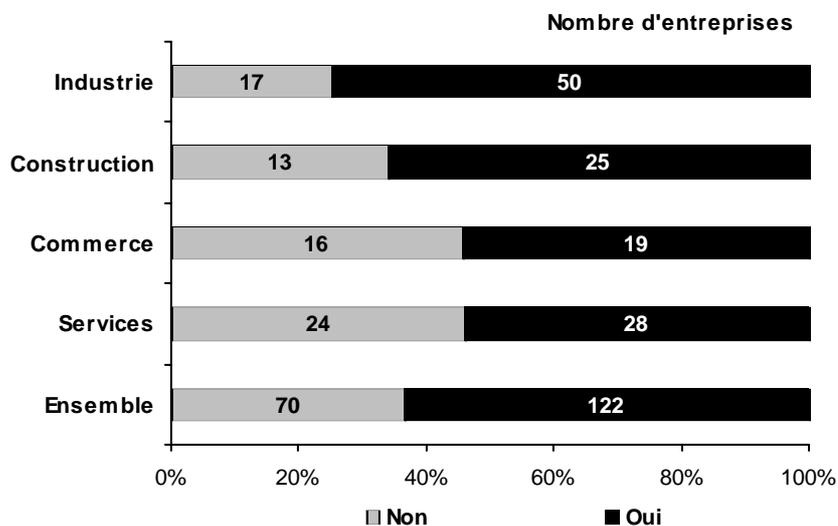


191 réponses

Dans **2 cas sur 3**, le retournement de conjoncture a incité les dirigeants à **différer des investissements**. Dans l'**industrie**, cette décision est intervenue dans **3 entreprises sur 4**. Les proportions sont plus mesurées dans les services et le commerce de gros.

L'industrie reporte ses investissements

Décision de reporter des investissements¹

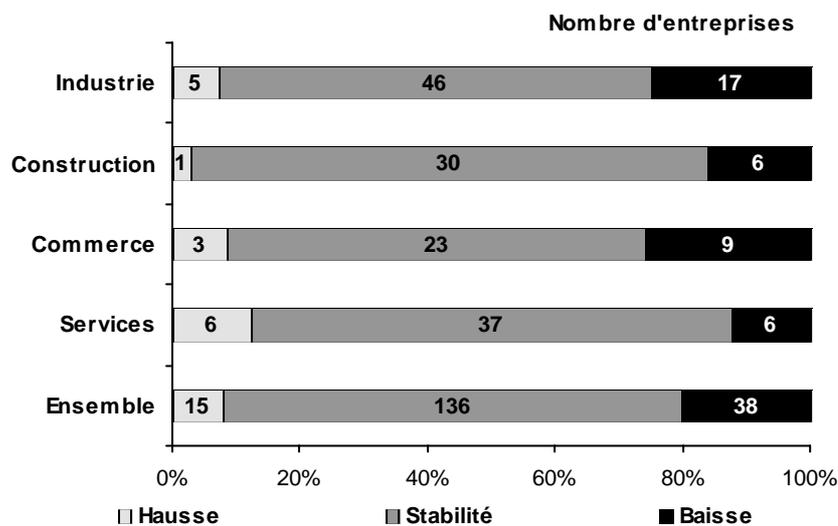


192 réponses

Les responsables ont été contraints de **réduire leurs effectifs permanents dans 2 entreprises sur 10**. Dans l'**industrie et le commerce de gros**, leur proportion s'élève à **1 sur 4**. Les équipes ont été **maintenues dans 7 établissements sur 10**, davantage dans la construction (8 sur 10). Quelques **cas d'accroissement** sont à signaler. Ils sont proportionnellement plus nombreux dans les **services**.

Les effectifs permanents très largement épargnés

Evolution récente des effectifs permanents

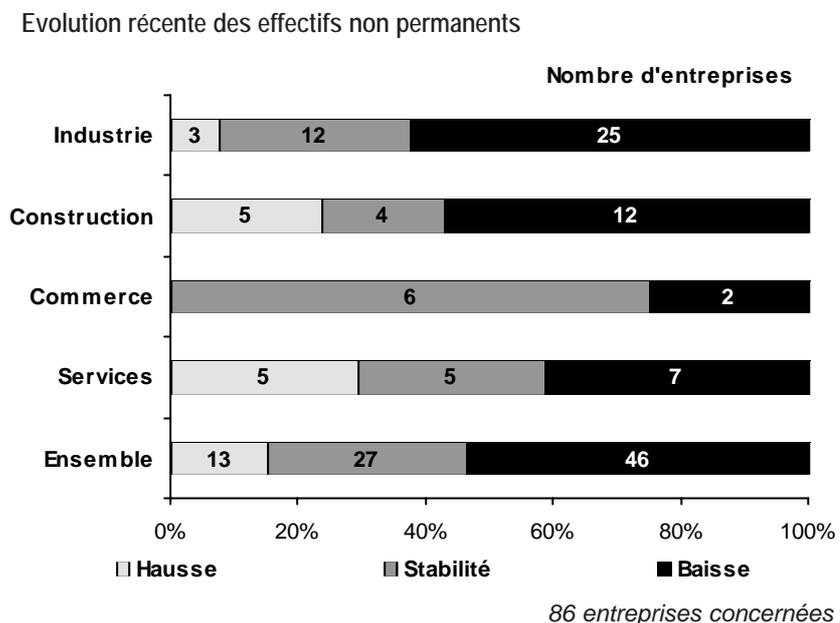


189 réponses

1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Moins d'un établissement sur 2 emploie des salariés non permanents (intérim et CDD). **Parmi ceux qui sont concernés, la majorité a supprimé des postes.** Dans l'industrie, on en compte **6 sur 10**. L'actualité récente a d'ailleurs démontré que les premiers ajustements de main-d'œuvre ont été réalisés par l'arrêt du recours à l'intérim. On enregistre en revanche une **augmentation** des effectifs non permanents dans **1/4 des entreprises des services et de la construction**. Dans le commerce de gros, la stabilité l'emporte très largement.

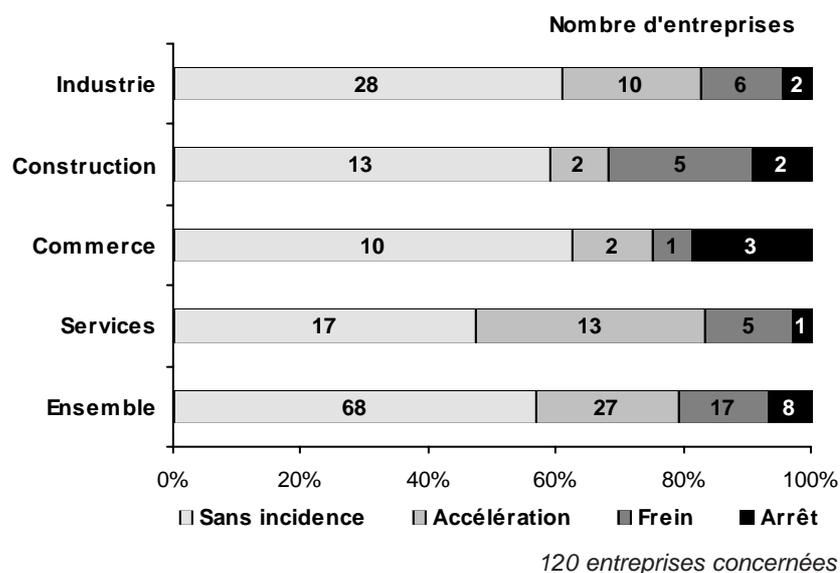
Les postes non permanents, première variable d'ajustement des effectifs



120 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation**. Dans la **majorité des cas**, elle n'est pour l'heure **pas impactée** par les difficultés conjoncturelles. Pour 1 établissement sur 10, elle se trouve ralentie, plus encore dans la construction (2 sur 10, mais peu d'entreprises sont concernées). Les cas d'arrêt total de cette activité sont rares. Des **stratégies offensives** sont au contraire perceptibles dans **1/3 des établissements des services et 1/5 de ceux de l'industrie**. Dans l'ensemble, **2 entreprises sur 10 poussent leur recherche de nouveaux produits ou services** qui leur permettront de rebondir plus rapidement.

Les programmes de recherche ne sont pas abandonnés, bien au contraire

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits



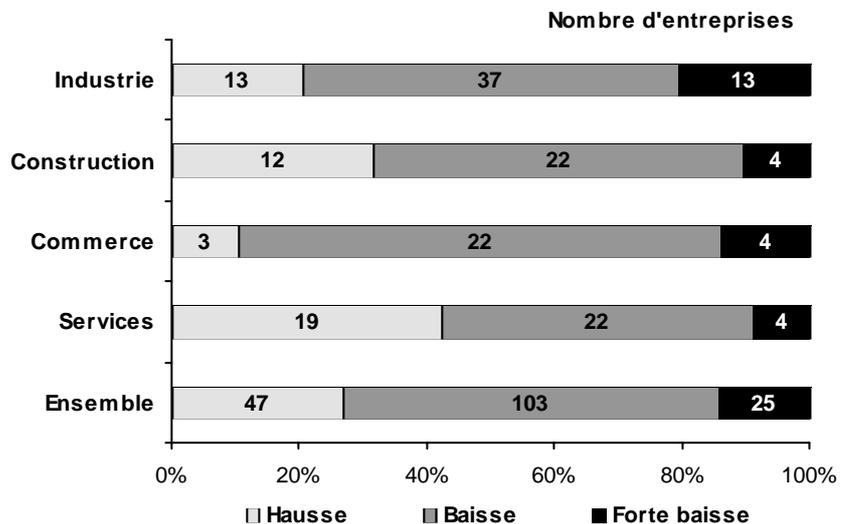
Les prévisions pour les trois prochains mois

Les **carnets de commandes** apparaissent dans l'ensemble dans une **phase d'amenuisement pour une grande majorité** des responsables. Le mouvement touche avec une **particulière acuité** les entreprises du **commerce de gros** (près de 8 sur 10) et de **l'industrie, où l'intensité du recul devrait être la plus forte** . Les prochains mois s'annoncent **moins noirs dans la construction et les services** ; l'activité devrait en effet y augmenter pour 1/3 des établissements. La moyenne générale se situe à 1 entreprise sur 4.

Il convient de signaler que 10 % des responsables ne se sont pas prononcés sur cette question.

La baisse de l'activité devrait se poursuivre

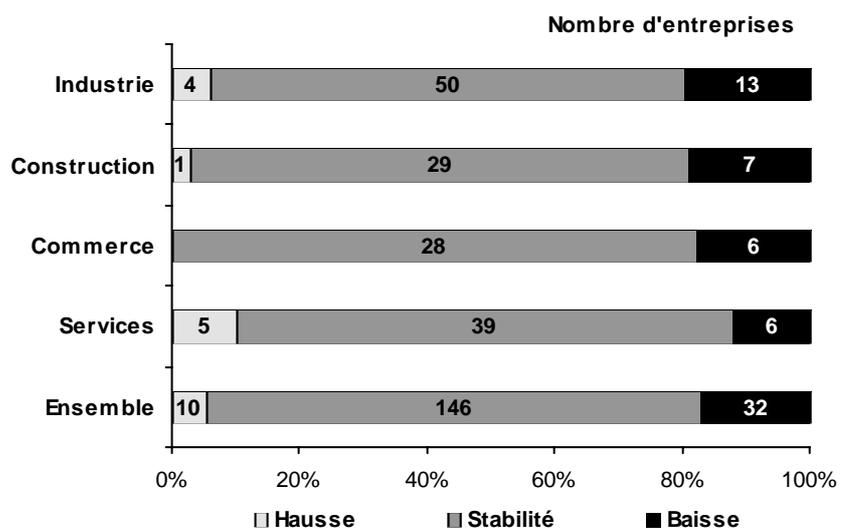
Prévisions du carnet de commandes



175 réponses

Objectif : la stabilisation des effectifs permanents

Prévisions des effectifs permanents



188 réponses

Malgré le recul prévisible de l'activité, les dirigeants espèrent pouvoir **maintenir les effectifs de leurs salariés permanents à leur niveau actuel** . Mais près de **2 sur 10 pensent qu'ils vont diminuer** (1 sur 10 seulement dans les services). Les cas où une **augmentation** est envisagée sont globalement **très rares** ; ils sont un peu plus nombreux toutefois dans les services.

La **baisse des effectifs non permanents devrait se poursuivre** dans les entreprises concernées², mais avec une **intensité moindre**. Des suppressions de postes sont toutefois prévues par une **proportion assez importante** de responsables dans la **construction** (1 sur 2) et l'**industrie** (2 sur 5). Dans ce dernier secteur, la stabilité est envisagée dans la majorité des cas, la moyenne générale s'établissant un peu au-dessous de la moitié. Des **recrutements de salariés temporaires** sont également à prévoir dans un peu plus d'1 établissement sur 10, davantage dans la **construction et les services**.

Les dirigeants des **différents secteurs ne partagent pas la même vision** de l'avenir proche. Le **contraste** est à cet égard **frappant entre l'industrie**, où le pessimisme l'emporte, **et les services** où les optimistes sont les plus nombreux. Le deuxième trait marquant est **l'absence de visibilité** sur les perspectives à court terme : 1 dirigeant sur 3 n'exprime pas d'opinion (plus de 4 sur 10 dans le commerce de gros).

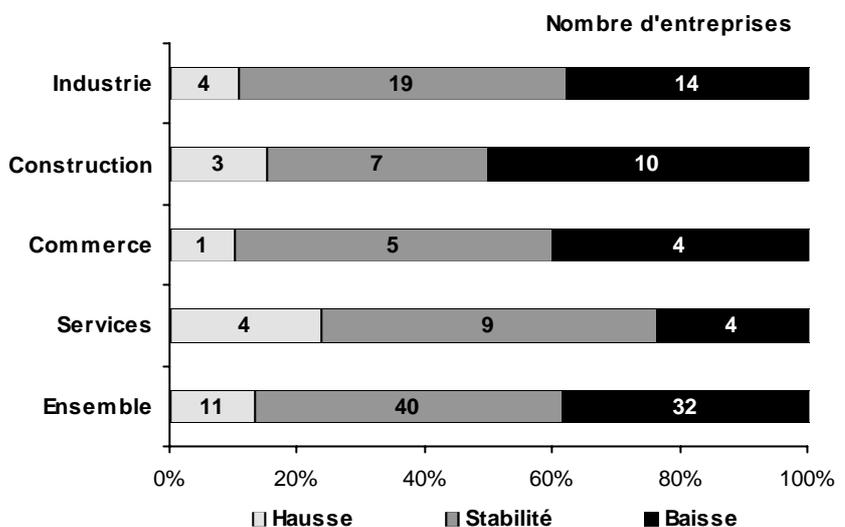
Logiquement, ceux dont les carnets de commande se sont récemment gonflés sont dans l'ensemble confiants. Mais c'est également le cas pour une proportion non négligeable de responsables enregistrant une baisse d'activité.

Les **responsables des grands établissements s'avèrent les plus confiants** (1 sur 2). Ceux des plus petites entreprises le sont également, quoique de façon plus modérée. C'est dans les unités de 10 à 50 salariés que le moral est le plus bas.

2. Seules les entreprises ayant recours à des salariés temporaires ont répondu à cette question, comme pour l'évolution récente (p. 6).

Vers un repli plus mesuré des effectifs non permanents

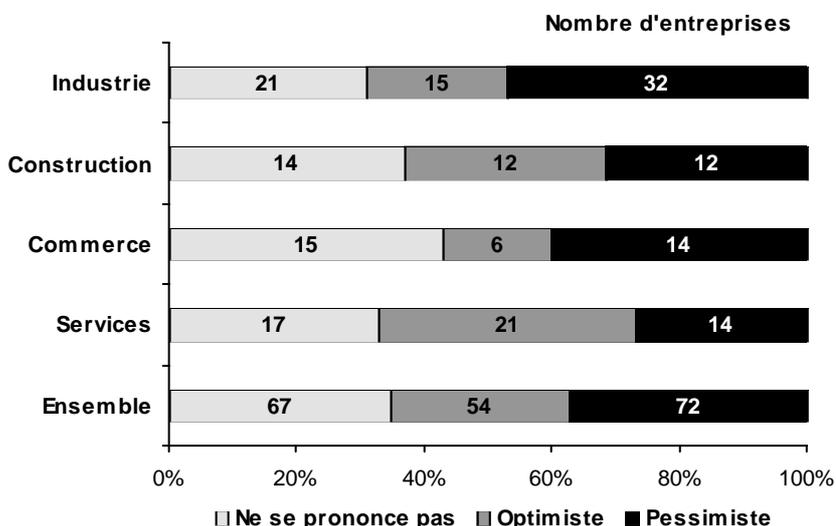
Prévisions des effectifs non permanents



88 entreprises concernées

Pessimisme dans l'industrie, mais pas dans les services

Sentiment général des dirigeants



193 réponses

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 1 avenue de la Butte - 41000 BLOIS
Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.observatoire41.com - E-mail : infos@observatoire41.com